



# L'eau, lien universel



**SCFP** / *Syndicat canadien  
de la fonction publique*





Le Syndicat canadien de la fonction publique est le syndicat qui compte le plus grand nombre de membres au Canada. En effet, il représente plus de 605 000 femmes et hommes travaillant dans divers secteurs – municipalités, santé, éducation, bibliothèques, universités, services sociaux, services publics, transports, services d’urgence et transport aérien.

Les membres du SCFP sont fiers de fournir, et ce dans la majorité des collectivités du Canada, des services d’eau potable et d’assainissement des eaux usées.

Juillet 2010



# Notre ressource la plus précieuse

L'eau est une ressource précieuse et un service public vital. Elle donne la vie et préserve la santé, en plus de soutenir la planète. Les services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement sont un droit fondamental qui est à la base même de communautés saines.

Nous profitons tous de services d'eau dont la propriété, la gestion et l'exploitation sont publiques. Les services d'eau publics répondent à nos besoins quotidiens et protègent l'environnement.

Sur cet enjeu de la plus haute importance, le SCFP collabore avec des partenaires au niveau local comme au niveau mondial. Notre coalition Eaux aguets a remporté, au cours de la dernière décennie, de nombreuses victoires pour protéger l'eau comme bien public. Nous continuerons notre action localement afin de protéger l'eau contre la privatisation et de relever les défis créés par le manque de financement, la pollution, les changements climatiques et la rareté de la ressource.

Le Canada doit se doter d'une politique fédérale afin de protéger l'eau pour les collectivités, la planète et les générations futures. Sur la scène internationale, le Canada doit respecter ses promesses et contribuer à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes qui n'ont accès ni à de l'eau potable, ni à des services d'assainissement.

**Nous devons agir maintenant pour l'eau.**



# Dans l'intérêt public

L'eau nous appartient et ce sont nos gouvernements qui gèrent l'eau dans l'intérêt public. Ils ne doivent ni l'échanger, ni la vendre, ni l'exporter. Les ressources et les services d'eau publics doivent bénéficier d'une gouvernance permettant une pleine participation de la population.

Ensemble, les instances fédérales, provinciales et municipales sont responsables de veiller à ce que nous ayons tous accès à des services d'eau potable et d'égouts qui soient économiques et fiables. Les municipalités canadiennes et les communautés des Premières Nations sont les fournisseurs de première ligne de ces services essentiels et elles ont un besoin urgent de nouvelles ressources pour bâtir, mettre à niveau et exploiter les systèmes d'eaux potables et usées.

Pour répondre aux besoins croissants et respecter des normes plus strictes en matière de traitement des eaux usées et de distribution d'eau potable, il faut un financement stable et à long terme de l'infrastructure, ainsi que des programmes de formation, financés par les gouvernements, pour les travailleurs de l'eau. Un financement accru permettra de garder les tarifs d'eau – censés couvrir le coût du traitement, de la distribution et de l'entretien des installations d'eau – abordables pour les personnes pauvres.

**Travaillons ensemble à protéger et à renforcer les ressources et les services d'eau publics.**



# L'eau doit rester publique

Ce sont nos communautés et non les entreprises privées qui doivent contrôler les ressources et les services d'eau. Les systèmes de distribution d'eau potable et d'égouts du Canada sont des actifs locaux et presque tous sont publics. Le secteur public respecte des normes élevées de qualité, de sécurité et de respect de l'environnement et fournit des services économiques et sans but lucratif.

Les partenariats public-privé, la sous-traitance et les autres formes de privatisation menacent l'eau. Lorsque des entreprises privées financent, gèrent ou fournissent des services d'eau dans le but de faire du profit, les coûts augmentent et le contrôle local disparaît. Tant l'égalité d'accès que la qualité de l'eau sont compromis. De plus, les accords de commerce internationaux rendent les services d'eau davantage sujets à la privatisation.

La mise en commun de ressources et de connaissances dans le cadre de partenariats public-public constitue une solution de rechange intelligente à la privatisation – tout particulièrement pour les petites collectivités et les communautés rurales. Les municipalités, d'autres organismes publics et les Premières Nations peuvent répondre aux besoins de leurs communautés en matière d'eau en misant sur ces partenariats.

**Travaillons ensemble à garder les systèmes d'eaux potables et usées du Canada sous contrôle public.**

# De la source jusqu'à nos robinets

Ce qui sort de nos robinets est lié à la santé des sources d'eau. Les gouvernements doivent protéger et conserver l'eau et relever les défis posés par la rareté, les changements climatiques et la pollution.

Le Canada doit se doter d'une stratégie efficace pour protéger nos lacs et nos rivières. Nous devons protéger nos eaux – tant de surface que souterraines – contre l'exploitation industrielle et appliquer un principe de précaution face aux produits chimiques et autres polluants potentiels.

Les gouvernements doivent agir de manière décisive et audacieuse pour affronter la crise des changements climatiques. Pour cela, il faut assurer un financement public suffisant pour la mise à niveau des infrastructures en prévision des futures inondations et sécheresses. Des mesures de conservation protégeront les ressources en eau et réduiront ainsi la demande imposée aux installations de traitement, ce qui aidera à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

La plupart des Canadiens ont accès à une eau du robinet excellente, soumise à une réglementation très stricte. Les municipalités doivent promouvoir et assurer la confiance du public en l'eau du robinet, qui est de grande qualité. Cela facilitera l'élimination du recours à l'eau embouteillée dans nos maisons et nos lieux de travail. Les gouvernements devraient également exclure l'eau embouteillée de nos endroits publics.

**Travaillons ensemble pour une gestion publique et responsable de nos sources d'eau.**





# Des emplois verts et durables

Les services publics d'eau potable et d'assainissement des eaux usées créent de bons emplois verts qui protègent les ressources d'eau et répondent aux besoins de base des communautés.

Des travailleurs qualifiés sont essentiels pour répondre à des normes plus strictes et assurer des services modernes. Les gouvernements doivent investir dans la formation des opérateurs d'eau et répondre à la pénurie prochaine de travailleurs compétents en finançant des programmes de formation et de certification.

Nous pouvons créer de nouveaux emplois verts. Remplacer les conduites désuètes, qui fuient constamment, serait un bon commencement. D'autres mesures visant à réduire la consommation (tant individuelle, municipale, industrielle que commerciale) seraient également un pas important. Des investissements publics dans la recherche et les technologies vertes en matière de traitement de l'eau, la rénovation des édifices et les programmes de recyclage et de réutilisation de l'eau sont aussi créateurs d'emplois.

Ces emplois publics et verts, à leur tour, soutiennent la vie économique et sociale au niveau local. Ils stimulent les économies locales, édifient des communautés viables socialement et protègent la planète.

**Travaillons ensemble à créer les emplois verts de demain – dès aujourd'hui.**



Travaillons ensemble à garder l'eau publique.

**Agissez aujourd'hui. Consultez [scfp.ca/eau](http://scfp.ca/eau) pour plus de détails et des pistes d'action.**